

Budget : des économies de l'ordre de 20 à 25 milliards d'euros

« Bercy commence les grandes manœuvres en perspective du budget 2025 », titre **Les Echos** alors que Thomas Cazenave commence aujourd'hui les négociations avec les ministres sur leurs crédits pour l'an prochain. Les arbitrages définitifs ne seront pas connus avant juillet, mais l'exercice s'annonce bien plus tendu que ces dernières années. **Dans les allées du pouvoir, on évoque des économies de l'ordre de 20 à 25 milliards d'euros.** « Si on ajoute les 20 milliards déjà décidés pour les comptes 2024, cela fait 45 milliards d'économies en deux ans. **C'est colossal et sans doute jamais vu** », souligne un ténor du camp présidentiel. **Tout le monde devra participer à l'effort.** « Il n'y aura pas de totem d'immunité budgétaire », prévient le conseiller ministériel. Dans la majorité, au gouvernement, on réfléchit à des mesures impopulaires. L'idée d'une « année blanche » a été poussée publiquement avant d'être remise. Mais elle n'a pas disparu du paysage, observe le quotidien. La lettre que Patrick Martin (Medef) a envoyée à Gabriel Attal en soutien à la réforme de l'assurance-chômage était aussi une manière de mettre en garde contre toute remise en question de la politique de l'offre. « Celle-ci ne sera pas remise en cause, mais **les entreprises participeront nécessairement à l'effort de guerre** », prévient un membre du camp présidentiel. **Le rabetage du CIR est toujours évoqué**, mais il reste encore bien des obstacles. « Il faudra passer sur le corps de Macron, il ne voudra jamais qu'on y touche », regrette un conseiller. En revanche, **la promesse d'une nouvelle baisse de 1,3 milliard d'euros des impôts de production pourrait être, comme l'an dernier, ajournée.** « **Ce qui nous inquiète au-delà, c'est le sort réservé aux allègements de charges** », **s'inquiète un membre influent du patronat.** L'exécutif a commandé aux économistes Antoine Bozio et Etienne Wasmer un rapport, dont les premières conclusions semblent remettre en cause la pertinence de la politique menée en la matière depuis trente ans. **Le patronat soupçonne l'exécutif de vouloir s'en servir pour rabeter l'énorme enveloppe de plus de 70 milliards dédiée.** (Les Echos, p.4)